

# Le Niger met en vigueur l'interdiction de l'esclavage

## Partage international n° [200](#) - Avril 2005

Le Niger a mis fin à des siècles d'esclavagisme en annonçant l'application d'une nouvelle législation rendant illégal la possession et le commerce des esclaves.

Deuxième pays le plus pauvre de la planète en 2004, le Niger a le taux de natalité le plus élevé du monde et une espérance de vie de 42 ans. Soixante pour cent de sa population vit en état de pauvreté. Sur 12 millions d'habitants, on estime à 870 000 le nombre de personnes asservies, dont 43 000 au moins font partie d'une classe établie d'esclaves, selon l'organisation anti-esclavagisme Timidria.

Bien que pratiquée principalement dans les régions du Sahara, l'esclavagisme est largement accepté dans la société nigérienne. Les victimes sont généralement issues de tribus pauvres du nord ayant peu accès à l'éducation. On peut hériter d'esclaves, ou en recevoir comme cadeau (posséder des esclaves est considéré comme un symbole de richesse et une marque de prestige). Ils n'ont aucun droit et ne sont pas autorisés à voter - une politique d'exclusion qui permet aux dirigeants au pouvoir de maintenir le *statu quo*.

Les hommes travaillent dans les fermes et s'occupent du bétail ; les femmes effectuent les travaux domestiques épuisants. Tous sont soumis à des tortures : les femmes sont régulièrement violées et abusées sexuellement par leurs maîtres, et les hommes désobéissants sont fouettés ou même castrés ou amputés de force. Les bébés sont retirés à leur mère pour empêcher tout lien affectif, et les esclaves n'ont rien à dire concernant la possibilité pour leurs enfants d'aller à l'école.

Timidria condamne l'extension continuelle de l'esclavagisme par manque d'une législation claire.

Après qu'il eut gagné son indépendance de la France en 1960, le Niger a rendu illégale la pratique ancestrale de l'esclavagisme, mais la nouvelle constitution ne fixait aucune peine pour ce crime, continuant plutôt à ignorer cet esclavage de masse,

le considérant comme du « travail volontaire », comme l'avait fait l'Administration française. Depuis, une législation anti-esclavagisme est passée, mais elle ne fut pas mise en vigueur. La loi a maintenant été modifiée afin de rendre passible d'emprisonnement pour 30 ans le fait d'avoir des esclaves ou d'en faire commerce, et le gouvernement a promis une législation afin de classer la mise en esclavage comme un crime.

Les anciens esclaves auront des certificats pour prouver leur indépendance légale, et de l'argent pour retourner chez eux. Ils seront libres de voyager en toute légalité, d'être propriétaire au Niger, de choisir leur conjoint et d'habiter où bon leur semble - et ils auront le droit de demander une rémunération pour leur travail.

Dans un premier temps, on peut s'attendre à ce que cette liberté apporte peu de changements. Le faible accès à la radio et le fort taux d'analphabétisme empêcheront les esclaves de réaliser qu'ils sont libres de quitter leurs maîtres, et le manque d'opportunités de travail pourrait les décourager de quitter leur environnement familial.

Selon Anti Slavery International, les plus grands changements immédiats seront d'ordre psychologique. « *C'est le premier pas vers leur complète émancipation*, affirme Romana Cacchioli, porte-parole du groupe. *Les esclaves sont considérés comme des animaux et ont été traités comme tels.* »

Les plus jeunes esclaves seront probablement les premiers à réclamer leur liberté. Les tribunaux du Niger sont déjà en train de traiter les cas d'esclaves dont les maîtres refusent d'obéir à la nouvelle loi. « *Nous aimerions travailler plutôt par la médiation*, précise R. Cacchioli, *mais s'il y a des maîtres qui refusent de libérer leurs esclaves, alors nous n'hésiterons pas à utiliser les tribunaux.* » Elle pense qu'un programme d'éducation civique et humanitaire sera nécessaire afin d'amener ces hommes libérés à devenir des citoyens égaux et à part entière.

Mais le Niger n'a pas les moyens de soutenir cette criminalisation de l'esclavagisme. On espère que les gouvernements français et britannique, ainsi que d'autres organismes, apporteront leur aide pour créer de nouvelles écoles, donner accès à l'eau

potable, et aider les esclaves libérés à obtenir du bétail et des semences. Un porte-parole du Foreign Office a toutefois précisé que le gouvernement britannique ne s'était pas impliqué dans le programme anti-esclavagisme, bien que des pourparlers se soient tenus concernant l'allègement de la dette.

De son côté, une ancienne esclave Assibit - ayant vécu 50 ans en esclavage avant de s'échapper, en juin 2004, avec l'aide de Timidria - n'a aucun regret. Bien que désespérément pauvre, elle peut maintenant décider de son destin. « *Je n'ai jamais connu le bonheur jusqu'à maintenant, explique-t-elle. C'est la liberté.* »

Niger

**Sources** : BBC, The Guardian, The Times, The Independent, Grande-Bretagne

**Thématiques** : [Société](#), [politique](#), [éducation](#)

**Rubrique** : [Tendances](#) (Dans le monde actuel s'affirme une tendance de plus en plus prononcée à la synthèse, au partage, à la coopération, à de nouvelles approches et avancées technologiques pour la sauvegarde de la planète et le bien-être de l'humanité. Cette rubrique présente des événements et courants de pensée révélateurs d'une telle évolution.)